

**« Agro-industrie rurale et lutte contre la pauvreté : les Systèmes
Agroalimentaires Localisés contribuent-ils au renforcement des
« capacités » ? »¹**

François BOUCHER² (CIRAD/TERA, TA 60/15, 73 rue Jean-François BRETON, 34398 Montpellier cedex 5, francois.boucher@cirad.fr)

Aurélie CARIMENTRAND (C3ED, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, 47 Bd VAUBAN, 78047 Guyancourt cedex, aurelie.carimentrand@c3ed.uvsq.fr)

Denis REQUIER-DESJARDINS (C3ED, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, 47 Bd VAUBAN, 78047 Guyancourt cedex, denis.requier-desjardins@c3ed.uvsq.fr)³

« Notre qualité de vie ne se mesure pas à notre richesse, mais à notre liberté : cette idée a déjà révolutionné la théorie et la pratique économiques. » (Koffi ANNAN)

Résumé

Les politiques d'appui au développement de l'agro-industrie rurale (AIR) en Amérique Latine ont mis au premier plan l'augmentation des revenus des petits agriculteurs familiaux par l'augmentation de la part de valeur ajoutée restant sur l'exploitation pour contribuer à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales marginalisées. Nous nous interrogeons sur le lien entre les capacités des AIR à se constituer en « systèmes agroalimentaires localisés » (SYAL) et le renforcement des « capacités » de leurs acteurs, à travers une approche multidimensionnelle de la pauvreté. Nous analyserons l'émergence de capacités d'action collective autour de la construction et de l'activation de ressources spécifiques et leur impact sur les « capacités » des petits agriculteurs familiaux. Deux questions sont envisagées.

- Les capacités d'action collective bâties autour des ressources communes peuvent-elles être intégrées, notamment au plan des indicateurs, à l'évaluation des « capacités » des personnes?
- Ces dynamiques ne conduisent-elle pas à un processus de renforcement des disparités de « capacités » entre les acteurs d'un même territoire avec l'apparition de phénomènes d'exclusion ?

1 Version 31 juillet 2003

2 Responsable du projet SYAL Amérique Latine et chercheur associé au CIAT (Agroentreprises rurales) et à l'IICA.

3 Les auteurs remercient les membres du GYS SYAL et de l'équipe QUALITER du CIRAD-TERA qui ont apporté les éléments conceptuels et les données de terrain ayant permis la préparation de cette communication.

Nous mobiliserons dans l'analyse des résultats de terrain, en particulier ceux du cas de la concentration des activités fromagères artisanales de Cajamarca, au Pérou.

Mots clés: pauvreté, «capabilités», agro-industrie rurale, cluster, systèmes agro-alimentaires localisés, Pérou.

Abstract:

Rural food-processing (AIR) development policies in Latin America have been focusing on the rise in smallholders' income through the increase of the added value remaining in the farm, in order to contribute to poverty reduction in marginalized rural areas. Our paper explores the link between AIR's capacities to constitute local agri-food systems (SYAL) and their actors' capability-building, through a pluridimensional approach to poverty. It provides an analysis of the emergence of collective action relating to the creation and activation of specific resources, and the impact on smallholders' capabilities. Two issues will be discussed:

- Can collective action capacities relating to common resources be integrated at the person's capabilities' evaluation, in particular in terms of indicators?
- May those dynamics reinforce capability disparities among local actors and generate exclusion phenomena?

Our paper explores the case of Cajamarca rural cheese makers (Peru).

Key words: poverty, capabilities, rural food-processing, local agri-food systems, Peru.

Introduction

Les politiques d'appui au développement de l'agro-industrie rurale (AIR) en Amérique Latine, préconisées dès les années 1980, par exemple par le réseau PRODAR⁴, ont mis au premier plan l'augmentation des revenus des petits agriculteurs familiaux. Il s'agissait en effet d'augmenter leur part dans la valeur ajoutée par la transformation et la commercialisation de la production agricole locale et de créer des emplois en zone rurale. Elles se sont donc définies comme des politiques de lutte contre la pauvreté dans les zones rurales marginalisées d'Amérique Latine, dans une perspective de développement humain durable (PNUD, 1996).

Le développement de l'agro-industrie rurale doit cependant aujourd'hui faire face à un nouveau contexte :

- tout d'abord, elle est confrontée au maintien et même dans certains cas à l'approfondissement de la pauvreté rurale qu'elle était censée réduire ;
- en second lieu elle doit maintenant se développer dans un contexte marqué par la mondialisation, ce qui implique qu'elle subit la concurrence de l'industrie agroalimentaire non seulement dans les pays latino-américains mais à l'échelle globale : elle doit donc trouver de nouvelles sources de compétitivité. Dans ce contexte on constate la diversité des évolutions des différents types d'AIR et

4 PRODAR : programme de développement de l'agro-industrie rurale en Amérique Latine et aux Caraïbes. www.prodar.com

en particulier l'émergence et la consolidation de concentrations géographiques, ou « clusters », d'unités de transformation spécialisées d'AIR, qui ont pu être identifiées dans de nombreux pays d'Amérique Latine. Ces concentrations ont pu être définies comme des « systèmes agroalimentaires localisés » (SYAL), basés sur des ressources spécifiques « activées ».

Dans la même période on a enregistré une évolution de l'analyse de la pauvreté, notamment dans la perspective ouverte par les travaux de Sen sur les « capacités » (capabilities). Cette approche multidimensionnelle de la pauvreté ne se réduit plus au seul revenu monétaire : la notion de capacités renvoie notamment à la possibilité qu'ont les personnes de concevoir et réaliser leurs propres projets et de s'épanouir au sein de la société dans laquelle ils évoluent. La pauvreté peut donc être définie comme une défaillance en termes de capacités fondamentales, les capacités représentant un « ensemble de vecteurs de fonctionnements, conditions d'existence ou d'action, qui reflètent la liberté d'une personne de se réaliser à travers le mode de vie qu'elle a choisi » (Sen, 1992). Dans cette optique, une personne est considérée comme pauvre lorsque ses capacités ne lui permettent pas de satisfaire un ensemble minimal et acceptable de fonctionnements. Les capacités jouent un triple rôle: elles ont un impact direct sur le bien-être et la liberté des personnes, elles jouent un rôle social indirect à travers leur influence sur le changement social et un rôle économique indirect à travers leur influence sur la production.

Cette approche fournit la base d'un dépassement de l'analyse initiale de la contribution de l'AIR à la réduction de la pauvreté essentiellement basée sur la création de valeur ajoutée et de revenus.

La présente communication a donc pour but de s'interroger sur le lien entre le développement de l'agro-industrie rurale et la réduction de l'incidence de la pauvreté à la lumière de l'émergence des « SYAL » d'une part, et de l'évolution de la réflexion sur la pauvreté et le bien-être d'autre part. En effet l'activation des ressources spécifiques en améliorant les performances et le niveau de compétitivité de ces systèmes ainsi que le « bien-être » des acteurs impliqués, peut jouer un rôle de « catalyseur » des capacités. Toutefois ces nouvelles stratégies collectives d'activation de ressources collectives peuvent également générer des processus d'exclusion autour de ces ressources, qui garantissent l'efficacité de l'action collective, mais conduisent aussi à la marginalisation d'autres acteurs. Nous discuterons cette ambivalence en nous appuyant sur le cas du Pérou et plus particulièrement sur celui des dynamiques de production fromagère dans la région de Cajamarca.

La communication sera organisée de la façon suivante :

- Nous présenterons d'abord une évaluation générale de l'apport de l'agro-industrie rurale et des SYAL à la lutte contre la pauvreté en privilégiant une approche multidimensionnelle.
- Nous aborderons ensuite l'étude de la pauvreté au Pérou, en mobilisant la notion de « capacités » établie par Sen et nous analyserons le cas des systèmes fromagers de Cajamarca.

- Nous concluons enfin en examinant le lien entre les processus d'action collective au sein de ces systèmes et «capabilités ».

1. AIR, SYAL et lutte contre la pauvreté rurale

Les politiques de développement rural mises en place en Amérique Latine dans les années soixante-dix et quatre-vingt n'ont pas eu de résultats probants. Le nombre de pauvres a continué d'augmenter dans la région durant les trente dernières années et cela malgré les efforts conjugués des Etats, des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et des organismes internationaux. Les derniers rapports annuels de la CEPAL⁵ sur la situation sociale d'Amérique Latine montrent une tendance marquée à la persistance de la détérioration sociale en Amérique Latine. Les « projets DRI » (développement rural intégral) par exemple, qui cherchaient à développer de manière intégrale les zones les plus pauvres en conjuguant des dispositifs concernant la santé et la salubrité, l'urbanisme, la distribution de l'eau, la nutrition et la sécurité alimentaire, l'enseignement, l'agronomie, etc... n'ont pas réussi à créer de véritables dynamiques créatrices d'emplois et de revenus. Leur principale faiblesse et la raison de leur échec quasi-généralisé vient sans doute de leur définition par les experts « du centre », sans concertation avec les acteurs locaux « de la périphérie », ce qui n'a pas permis de stimuler ni de développer leurs capacités productives et organisationnelles. En rupture avec ce type d'approche, le développement de l'agro-industrie rurale (AIR), promu par PRODAR dès les années 1980, entend s'appuyer sur des facteurs endogènes pour réduire la pauvreté. Au fil des années, si de nouvelles dimensions de cette réduction ont été prises en compte (1-1), le développement de l'AIR a évolué vers la consolidation de systèmes productifs locaux (1-2)

1.1 Le développement des AIR, un moyen de lutte contre la pauvreté rurale

Dans les années 80, le terme « AIR » a été défini comme « l'activité qui permet d'augmenter et de retenir dans les zones rurales la valeur ajoutée de la production des économies paysannes locales, grâce à la réalisation d'activités d'opération « post-récolte » comme la sélection, le nettoyage, la classification, le stockage, la conservation, la transformation, le conditionnement, le transport et la commercialisation sur des produits provenant d'exploitations agro-sylvo-pastorales. Ces activités devaient être cohérentes avec le caractère paysan des exploitations pour ce qui est de la taille, de l'échelle de production, de l'investissement et de la rentabilité, contribuer à l'amélioration des modèles d'alimentation et de nutrition, et conduire au renforcement des économies paysannes et de leurs organisations, ainsi que des économies nationales » (Boucher, 1989).

Cependant d'autres éléments ont été intégrés progressivement à cette définition (Boucher et Riveros, 1995):

- l'agro-industrie rurale est un élément du développement rural qui permet de renforcer l'organisation du monde paysan;

⁵ Panorama Social de América Latina de CEPAL

- elle doit être conçue en harmonie avec l'environnement et la durabilité des ressources naturelles;
- elle peut être un facteur qui favorise la justice, la solidarité et la démocratie;
- elle facilite la diversification de la production paysanne, l'établissement d'entreprises paysannes rentables et la participation des femmes.

La conception initiale de l'impact du développement de l'agro-industrie rurale, centrée sur l'augmentation du revenu, s'en trouve élargie pour prendre en compte une pluralité de critères du bien-être des sociétés paysannes. Elle se rapproche ainsi d'une conception multidimensionnelle de la réduction de la pauvreté par le biais de l'AIR. L'AIR, devenue une réalité économique et sociale dans les zones rurales et paysannes d'Amérique Latine et des Caraïbes, naît, dans une large mesure, spontanément, comme une stratégie alternative de survie et de reproduction des économies rurales; elle manifeste alors l'existence de capacités endogènes des acteurs. Dans d'autres cas, elle est le produit d'efforts d'ONG et d'entités nationales, qui voient dans cette activité une option importante de développement rural. Elle leur permet en effet d'améliorer, de valoriser et de compléter leur activité agricole et leur apportent des revenus contribuant à améliorer le niveau de vie de leur famille. Elle peut aussi leur donner un meilleur accès à des services tels que la scolarisation des enfants, le crédit, la santé... Dans ce cadre, elle a été progressivement conçue comme un mécanisme pouvant offrir aux paysans l'opportunité de réaliser leurs projets et de s'épanouir en tant que personnes. L'approche originelle de PRODAR, bien qu'elle se place résolument dans une perspective dynamique de changement et de modernisation des secteurs ruraux, en particulier les plus vulnérables (Boucher, 1989 et 1991; Boucher et Riveros, 2000), n'est pourtant plus suffisante dans le contexte actuel de la mondialisation des marchés et de structuration des filières « globales » dans lesquels cherchent à s'insérer des systèmes locaux d'agro-industrie rurale.

1.2 Une approche territoriale des AIR, les SYAL

En Amérique Latine le développement des AIR a pris souvent la forme de concentrations géographiques de toutes petites entreprises agro-alimentaires (Rodriguez, Rangel et Roa, 1997; Gottret, Henry et Dufour, 1997; Cerdan et Sautier, 1998; Requier-Desjardins, 1999; Cascante Sanchez, 2000; Boucher et Requier-Desjardins, 2002; Requier-Desjardins, Boucher et Cerdan, 2003), transformant des produits à base de canne à sucre (panela), manioc et tubercules, lait, grains, fruits et légumes... Ces concentrations reposent sur des articulations complexes territoire – acteurs – produits – système d'innovation et une imbrication croissante de la ville et de la campagne. La notion de Système Productif Local (SPL) désigne cette forme de développement caractérisée par la concentration géographique d'activités; elle débouche, quand on l'applique au secteur agro-alimentaire, sur celle de « Systèmes Agro-alimentaires Localisés », formes spatiales, sociales et économiques d'organisations agroalimentaires. Les « SYAL » ont été définis comme « *des organisations de production et de services (unités de production agricoles, entreprises agro-alimentaires, commerciales, de service, de restauration...) associées de par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique* » (Muchnik et Sautier, 98). Les SYAL sont des SPL spécifiques du fait :

- de leurs relations amont avec le secteur agricole qui impliquent une relation avec le terroir et les ressources naturelles;
- et de leurs relations aval avec les consommateurs, à travers la filière, qui posent la question de la qualification des produits, basée justement sur les relations spécifiques des consommateurs avec les produits.

Cette double caractéristique situe les SYAL au point nodal de « l'orthogonalité » entre la filière et le territoire (Requier-Desjardins, Boucher, Cerdan, 2003). Le territoire est ici entendu comme un « espace construit historiquement et socialement, où l'efficacité des activités économiques est fortement conditionnée par les liens de proximité et d'appartenance à cet espace » (Muchnik, Sautier, 1998). Au-delà des externalités technologiques et pécuniaires, l'identité territoriale joue un rôle clef pour la compétitivité des SYAL au sein des filières agroalimentaires organisées de plus en plus comme des « chaînes de valeur globale » (Gereffi, 1999). L'amélioration de la technologie, des savoir-faire en interaction avec les produits et les acteurs est donc au centre du développement de l'AIR. Son dynamisme est ainsi lié à la dimension localisée des processus d'innovation. Ainsi de nouvelles stratégies sont progressivement mises en œuvre, par exemple la mise en avant de l'origine des produits et les savoir-faire locaux via la création de marques collectives et la certification des produits.⁶ Elles s'inscrivent par exemple dans la dynamique de développement des marchés de produits biologiques et des réseaux de commerce équitable à l'échelle globale, en misant sur la prise de conscience des consommateurs de la spécificité de ces produits par rapport aux produits offerts par les multinationales de l'agroalimentaire. L'évolution de ces concentrations d'AIR peut être très variable selon les cas : chacune véhicule sa propre histoire, ses ressources et actifs spécifiques, ses liens au marché, ses activités, son organisation sociale, son ancrage territorial, etc... Dans certains cas on peut les assimiler à « clusters » ruraux de bas niveau (au sens d'Altenburg et Meyer-Stamer, 1999) qui bénéficient d'externalités d'agglomération sans réellement avoir une capacité d'action collective. Cependant dans d'autres cas de réelles capacités d'action collective permettent d'augmenter leur compétitivité. On peut faire l'hypothèse que l'impact sur l'évolution des « capacités » des acteurs sera très différent selon les cas. Nous allons l'illustrer à partir d'une étude de cas mettant en évidence plusieurs configurations, avec une dimension comparative, celui des fromageries de la région de Cajamarca au Pérou.

2. Une approche multidimensionnelle de la réduction de la pauvreté, le cas des fromagers du bassin laitier de Cajamarca au Pérou

Les « capacités » d'une personne dépendent de ses capacités personnelles ou aptitudes, de ses dotations en capital humain, physique et financier, et des opportunités et contraintes propres à la société dans laquelle elle évolue. L'amélioration de la dimension économique des fonctionnements de base d'une famille est notamment liée à l'ensemble des biens qu'elle est en mesure de contrôler. Ces dotations ou « entitlements » comprennent les dotations des familles (terres, force de travail, qualifications et expérience...), ses

⁶ PRODAR prépare actuellement le lancement d'un label « paysan latino-américain » visant à valoriser sur les marchés les caractéristiques écologiques et sociales spécifiques de la production des AIR

possibilités de production (technologie disponible, savoir, savoir-faire, habilité à s'approprier le savoir disponible et à l'utiliser efficacement) et les termes de l'échange (possibilité de vendre et d'acheter des bien en fonction des prix relatifs des différents produits) (Sen, 1999). Le niveau général des dotations des personnes dans les zones rurales marginalisées du Pérou peut d'abord être approché à travers des indicateurs statistiques (2-1) ; l'observation des SYAL fromagers du département de Cajamarca permet d'avoir une approche plus qualitative et ciblée des dotations des acteurs de ces systèmes et des contraintes et opportunités qui s'offrent à eux (2-2).

2.1 Pauvreté et «capabilités» au Pérou

Si on raisonne d'abord en fonction du seuil de pauvreté, selon Herrera⁷, au Pérou, 54,8% de la population est en situation de pauvreté et 24,4% en situation d'extrême pauvreté. La zone la plus pauvre du pays est de loin la « Sierra rurale » avec 83,4% de pauvreté et 60,8 % d'extrême pauvreté, chiffres que l'on peut contraster avec ceux de Lima Métropole dont les taux sont de 31,9% de pauvreté et 2,3% d'extrême pauvreté seulement. Situé dans cette zone, Cajamarca est un des 6 départements les plus pauvres du Pérou selon ces indicateurs. De même, si l'on se réfère à l'Indice de Développement Humain (IDH)⁸, six départements sur les sept les plus pauvres sont de la Sierra, le septième, le département Amazonas étant en zone tropicale humide (tableau1).

Tableau n°1 - IDH départemental, indicateurs et classement inversé, 2000

Départements	Pop. Mille	Indice de Développement Humain		Espérance de vie à la naissance		Niveau Education		Revenu par habitant	
		Indice	Class.	Années	Class.	%	Class.	S/. mois	Class.
Pérou	25,662	0.620		68,7		85.4		352.93	
Apurímac	427	0.457	1	64,3	3	68.2	1	137.49	1
Huancavelica	431	0.460	2	64,2	2	68.7	2	142.06	2
Ayacucho	527	0.488	3	66,0	5	71.0	5	168,00	3
Huánuco	777	0.494	4	66,2	6	70.1	4	191.82	5
Cajamarca	1,412	0.495	5	66,6	7	69.1	3	198.44	7
Puno	1,199	0.512	6	64,0	1	80.5	10	179.72	4
Amazonas	406	0.515	7	68,2	12	72.4	6	195.37	6
Cusco	1,158	0.537	8	64,9	4	77.3	7	259.75	13

Source: réalisé à partir des informations du rapport IDH 2002 – Pérou du PNUD

On peut aussi raisonner en distinguant entre pauvreté d'accessibilité et pauvreté de potentialités pour cinq dimensions du développement humain: les dimensions économique, sociale, culturelle, politique et éthique (tableau n° 2). (Dubois, Mahieu et Poussard, 2001)

⁷ À partir de l'enquête ENHO-2001-IV

⁸ L'IDH est un indicateur synthétique qui combine l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction et le PIB par habitant.

Tableau n° 2 : Quelles dimensions pour le développement humain ?

Dimensions du bien-être et formes de pauvreté	Dimension économique		Dimension sociale	Dimension culturelle	Dimension politique	Dimension éthique
	Monétaire	Conditions de vie				
Pauvreté d'accessibilité	Absence de revenus Manque d'accès à l'emploi Impossibilité d'acheter des produits	Manque d'accès à la santé, à une alimentation équilibrée, à l'éducation, au logement,...	Exclusion sociale Rupture du lien social Problèmes de genre	Non reconnaissance identitaire Déracinement	Absence de démocratie, de participation aux décisions	Absence de normes Corruption Violence Valeurs niées
Pauvreté de potentialité	Absence de capital physique (terrain, biens durables) et financier (épargne, crédit)	Insuffisance de capital humain	Insuffisance du capital social.	Insuffisance de capital culturel	Absence ou insuffisance de « pouvoir », de moyens d'expression, d'information	In suffisance de « capital éthique » (normes et valeurs partagées)

Source : DUBOIS J-L., MAHIEU F-R., POUSSARD A. (2001)

Les données du tableau n° 3, rapprochée de celles du tableau 1 nous permettent de constater qu'à Cajamarca la pauvreté d'accessibilité concerne non seulement les conditions de vie mais aussi l'accès à l'information et à la communication, ce qui conditionne probablement une faible accessibilité dans les domaines social, culturel et politique et une pauvreté de potentialités correspondante.

Tableau n°3 – Synopsis des privations humaines, 2000

	% de la population n'ayant pas accès aux services:			% de la population vivant dans un foyer non équipé d'une télévision	% de la population vivant dans un foyer non équipé d'un téléphone
	D'eau potable	Evacuation des eaux usées	Eclairage à l'électricité		
Pérou	27.7	48.8	30.7	31.8	76.3
Cajamarca	42.8	74.4	70.5	67.7	95.3

Source: Informe sobre el desarrollo humano- Perú 2002, PNUD.

La sierra péruvienne et le département de Cajamarca manifestent donc un déficit en développement humain, entendu par le PNUD comme «l'élargissement des choix offerts à toutes les personnes qui constituent la société», l'objectif central du développement étant «la création d'un environnement qui permette à tous de mener une vie saine, longue et créatrice».

2.1 Les « entitlements » des familles de fromagers de Cajamarca

Au-delà des indicateurs statistiques sur la pauvreté les observations sur le contexte géographique, économique, social et politique de ce département permettent d'analyser dans une seconde étape l'influence de ce contexte, en termes d'opportunités et contraintes, sur la détermination des «capabilités» des fromagers de la région.

Le bassin fromager du sud du département de Cajamarca est caractérisé par

- l'existence de plusieurs spécialités fromagères liés à des savoir-faire, traditionnels ou non ;
- des innovations diffusées localement, par un grand nombre de producteurs artisanaux ;
- des pôles de production reliés à des villes intermédiaires comme Cajamarca ou Bambamarca ;
- et une image du « bon fromage de Cajamarca » reconnue dans tout le pays (Boucher, Requier-Desjardins, 2002).

Cette concentration d'activités fromagères se maintient, voire se développe malgré la présence de facteurs adverses :

- la présence de deux transnationales laitières, qui font concurrence aux fromagers pour la collecte du lait
- les aléas climatiques⁹,
- la concurrence liée aux importations croissantes de produits laitiers,
- un accès difficile aux chaînes de supermarchés, le secteur de la distribution le plus dynamique au Pérou, comme dans le reste de l'Amérique Latine (Reardon, Berdegú, 2002)
- la concurrence des vendeurs des rues à Cajamarca vendant des produits de mauvaise qualité et les falsifications opérées en aval de la filière dans les villes de la côte.

Les systèmes agroalimentaires localisés fromagers de la région de Cajamarca se caractérisent par une pluralité d'acteurs et de produits. Leur examen conduit à identifier des groupes d'acteurs selon leur localisation et leur place dans les filières :

- les producteurs de « quesillo » ou caillé un fromage frais de la région de Chanta qui sert notamment de matière première pour le « queso mantecoso ». Ils vendent leur produit sur le marché de Chanta aux fromagers de la ville de Cajamarca
- Les artisans fromagers de la ville de Cajamarca fabriquent des produits laitiers de qualité, en particulier le fromage traditionnel « mantecoso », mettant à profit la bonne image de Cajamarca. Certains artisans fromagers de Chugur et Tongod sont plutôt spécialisés plutôt dans le « queso andino tipo suizo », transformant le lait des paysans de la région et ayant également souvent des boutiques à Cajamarca.

⁹ Comme le phénomène du Niño, qui a isolé complètement ce département du reste du pays pendant plusieurs mois

- Les paysans-fromagers de la région de Bambamarca produisent à partir du « quesillo » le « queso fresco » un fromage frais générique de très mauvaise qualité qui est vendu sur le marché de Zarumilla, dans les faubourgs pauvres de Lima.

Les dotations (« entitlements ») des acteurs des systèmes fromagers renvoient, outre aux ressources monétaires ou au revenu, à la disponibilité de ressources productives, à un certain niveau de capital humain en terme de savoir-faire, à une accessibilité à un certain nombre de ressources fournies par des infrastructures de communication matérielle ou informative. Ces dotations sont différentes en fonction des différents types d'acteurs concernés et enfin à un certain niveau de capital social :

En ce qui concerne les ressources, les petits producteurs de lait des zones montagneuses reculées comme Chanta sont dotés d'une ressource spécifique qui détermine la qualité du lait utilisé ensuite en fromagerie : en effet, du fait de la qualité des herbages de montagne et du lait produit en petites quantités par des vaches créoles (entre 3 et 5 litres de lait par jour), le lait a une quantité de matières grasses supérieure à celle des laits des vallées, en particulier la vallée de Cajamarca. C'est notamment la qualité de ce lait qui assure la « typicité » du fromage Mantecoso. Le milieu constitue également une ressource pour le tourisme qui génère un marché potentiel pour les produits fromagers. Toutefois cette dotation est inégalement répartie : la ville de Cajamarca s'appuie en effet sur une histoire très riche ayant laissé des vestiges archéologiques de premier plan et une très belle ville coloniale, considérée comme la ville la plus espagnole du Pérou, ce qui lui permet d'attirer une fréquentation touristique non négligeable.¹⁰

En ce qui concerne les savoir-faire, ils sont principalement détenus par les fromagers. Mais le mode d'acquisition a été sensiblement différent pour le mantecoso et le fromage andin « type suisse ».

Le savoir faire du mantecoso s'est construit progressivement pendant plus de deux cent ans dans les zones les plus reculées. Ce sont les femmes qui, dans un premier temps, pour conserver leur lait, le transformait en un fromage frais, le « queso » ; elles ont cherché ensuite à l'améliorer et se sont aperçu qu'en le travaillant sur une pierre, « le batan », un produit beaucoup plus agréable apparaissait, ensuite elles ont amélioré le procédé en utilisant un moulin à grain. A ce stade, le mantecoso est devenu un produit commercial et ce sont les hommes qui se sont alors emparés de sa production, laissant aux femmes le soin de faire le quesillo, matière première du mantecoso. Certains ont ensuite installé leurs fromageries dans la ville de Cajamarca pour être plus près du marché (Boucher, Guégan, 2002). Le savoir faire du fromage andin suisse a été introduit vers 1975 grâce à un jeune paysan de Chugur formé à Lima le responsable d'un projet suisse de fromageries rurales. Devenu ensuite un des fromagers les plus entrepreneurs de Cajamarca, il monta des fromageries dans plusieurs villages et aida d'autres paysans à en monter. Le savoir-faire de ce type de fromage s'est ainsi rapidement diffusé et il y a aujourd'hui une cinquantaine de fromageries concentrées

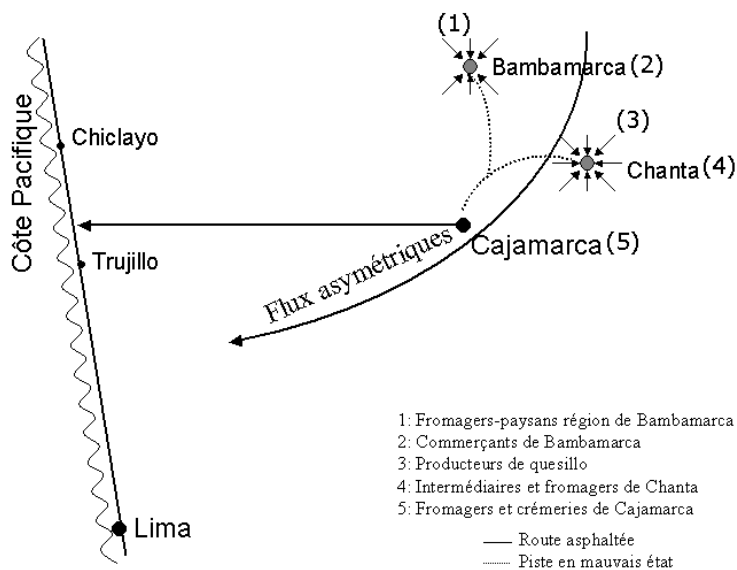
10 Cette ville bénéficie d'une image de qualité « territoriale », qui concerne tant le fromage que les prestations touristiques ou les produits de l'artisanat, qui rappelle le modèle du « panier de biens » (Lacroix, Mollard et Pecqueur, 1998).

principalement à Chugur et à Tongod, les deux villages dans lesquels avaient été installées les premières fromageries (Boucher, Guégan, 2002).

Dans les deux cas, des innovations ont porté sur le procédé, par exemple l'utilisation du moulin pour le mantecoso, et surtout la présentation de plus en plus personnalisée des fromages. A Bambamarca en revanche la fabrication du queso fresco n'exige pas un savoir-faire très élaboré de la part des paysans fromagers. Ils utilisent d'ailleurs des additifs qui nuisent à la qualité sanitaire de leur produit. Les produits « typiques » comme le mantecoso étant en déclin dans cette zone, les savoir-faire associés tendent à régresser. Ainsi si les savoir-faire sont relativement semblables sur toute la région, la structuration du marché introduit une distorsion territorialisée des savoir-faire. Les conditions de l'environnement des activités fromagères peuvent jouer sur la définition des actifs spécifiques et des dotations en capital humain.

En terme de dotations en infrastructures de communication, la zone fromagère couvre environ 20 000 Km², avec des conditions géographiques très rudes du fait de l'altitude, du climat et de l'enclavement dû au relief très accidenté ; le réseau routier est extrêmement précaire : il y a une seule route asphaltée qui relie la capitale Cajamarca à la côte, toutes les autres routes sont des chemins en général complètement défoncés. Une seule piste en mauvais état relie les principales villes du département : Cajamarca, Bambamarca et Chota : il faut environ 4 à 5 heures pour parcourir 120 Km et la route est fréquemment coupée en période de pluie. L'absence de services modernes de communication défavorise certaines zones (par exemple si le portable et l'Internet très courants à Cajamarca, ils n'existent pas à Bambamarca, connecté au réseau électrique il y a seulement un an...). Les acteurs des SYAL fromagers sont de ce fait déconnectés des marchés, à la fois sur le plan géographique/infrastructurel et sur le plan informationnel, ce qui les défavorise pour la détermination des prix de vente aux intermédiaires. En dehors de quelques tronçons de piste comme celui qui permet de se rendre à Chanta, les paysans producteurs de lait et de quesillo doivent se déplacer à pieds, à cheval ou à dos de mule. Les fromagers de Bambamarca doivent eux aussi faire face à des conditions de transport très difficiles pour leurs produits (48h de camion jusqu'à Lima). Seuls, les fromagers de la ville de Cajamarca peuvent bénéficier de bonnes conditions de transport et de communication, ce qui permet à certains d'entre eux un contact direct avec des acheteurs de la côte.

Ces conditions infrastructurelles engendrent des asymétries d'information fortes entre les acteurs qui sont à mettre en relation avec leurs «capabilités» :



Il y a de fortes asymétries entre les producteurs de fromages frais de la région de Bambamarca (1), les commerçants qui viennent acheter ces fromages à Bambamarca (2) et les vendent sur le marché de Zarumilla à Lima, du fait de l'éloignement des producteurs du marché. Il y a aussi de très grandes asymétries entre les fromagers de Bambamarca (1) et ceux de Cajamarca (5), compte tenu notamment des différences en terme d'infrastructure et de proximité au marché ou aux centres de décision entre les deux villes. De la même manière, de fortes asymétries existent entre les producteurs de quesillo de la région de Chanta (4) et les fromagers de Cajamarca (5). En effet les producteurs de « quesillo » vendent leur produit sur le marché de Chanta aux fromagers de Cajamarca ou à leurs intermédiaires, dans un contexte de méfiance, notamment du fait des fraudes sur le poids. De ce fait, si les artisans-fromagers de Cajamarca fabriquent des produits laitiers de qualité, en particulier le fromage traditionnel « mantecoso », mettant à profit la bonne image du fromage de Cajamarca. En revanche les producteurs de Chanta ne sont pas incités à développer la qualité. Ces asymétries d'information contribuent donc à exclure les produits de qualité du marché conformément au modèle proposé par Akerlof¹¹ (1970)

Sur le plan des indicateurs, en particulier de l'IDH 2000 (PNUD 2002), on peut corréliser les flux asymétriques montrés sur le schéma antérieur et les taux d'IDH pour chaque groupe d'acteurs concerné. Par exemple, sur le flux Bambamarca, Cajamarca et Lima, nous avons pour l'année 2000 un IDH de 0,405 pour Bambamarca, 0,472 pour Cajamarca et 0,755 pour Lima avec les mêmes tendances concernant les indicateurs d'espérance de vie, alphabétisation, de niveau éducatif et de revenu par habitant. Nous pouvons faire le même exercice pour le flux quesillo-mantecoso sur l'axe Chanta, Cajamarca et les principales villes proches de la côte (Chiclayo et Trujillo). Dans ce cas aussi nous pouvons corréliser avec l'IDH et ses

11 Selon Akerlof, le vendeur d'une voiture d'occasion connaît bien l'état du véhicule et peut donc négocier un bon prix car l'acheteur, lui, ne connaît pas l'état exact de la voiture.

indicateurs dérivés : 0,414 pour le région de Chanta¹², 0,509 pour Cajamarca, 0,646 pour Chiclayo et 0,673 pour Trujillo. De même, nous avons pu constater une relation directe entre ces résultats et l'existence et l'état des pistes et des routes.

L'existence et la constitution du « capital social » en tant que ressource spécifique marque une différence fondamentale entre les trois cas que nous envisageons. A Bambamarca on constate l'existence et l'importance d'un capital social hérité de l'organisation traditionnelle des sociétés rurales: c'est notamment le cas des mingas (travaux d'entraide collective) ou des rondas campesinas (groupes d'autodéfense contre le vol réactivés contre la guérilla dans les années 1970). D'autres groupes comme les "club de madres" créés par l'Eglise se constituent autour d'une démarche liée à un objectif partagé; c'est également le cas des associations liées à l'activité fromagère qui se sont créées à Cajamarca. Par ailleurs les acteurs situés à Cajamarca sont plus susceptibles de constituer des réseaux avec les décideurs politiques ou administratifs. En effet la grande majorité des habitants du département, en dehors du chef-lieu, est déconnectée des prises de décisions politiques, du fait d'une part de la centralisation du pouvoir dans la capitale Lima et d'autre part du manque de capacités techniques et financières, les différents ministères, en particulier celui de l'agriculture, étant très peu présents sur le terrain. C'est en particulier le cas pour Cajamarca, où tous les représentants des différents ministères et leurs agents se trouvent concentrés dans la capitale départementale avec très peu de moyens de fonctionnement, ce qui limitent leurs activités à l'intérieur du département.

Au total les dotations des acteurs des SYAL fromagers apparaissent relativement faibles pour beaucoup d'entre eux et inégalement réparties. Toutefois cette approche ne prend pas en compte la dynamique de ces systèmes et les répercussions des dynamiques d'action collective à l'œuvre dans le bassin laitier de Cajamarca en terme de «capabilités» ?

3. Action collective, «capabilités» et risques de renforcement des disparités de capacités

Le développement des « SYAL » fromagers de la région peut-il favoriser l'émergence de mécanismes de concertation entre les acteurs ou les groupes d'acteurs locaux, réduisant les asymétries d'information, améliorant la qualité des produits et l'articulation au marché, voire s'accompagner du renforcement du pouvoir politique des acteurs locaux et du maintien de la cohésion sociale ? Dans quelle mesure les capacités d'action collective constituent un fonctionnement indispensable au développement des «capabilités» des acteurs locaux et donc au développement des territoires ruraux marginalisés ?

Nous soulignerons d'abord l'importance de l'action collective dans le processus d'activation des ressources spécifiques dans la dynamique des SYAL (3-1) avant d'envisager le cas spécifique de Cajamarca (3-2).

12 Ne disposant pas d'indicateur IDH pour Chanta, nous avons pris celui de la province de Celendin, Chanta étant à cheval entre plusieurs provinces.

3.1 L'activation des ressources spécifiques dans les Systèmes agroalimentaires localisés

Les systèmes agroalimentaires localisés possèdent des avantages compétitifs qui sont étroitement associés à l'activation de leurs ressources spécifiques (produits, savoir-faire, réseaux d'acteurs, institutions, ...), et à leur capacité à combiner celles-ci avec des ressources externes au territoire. Selon Schmitz (1997) l'efficacité de l'action collective est le facteur essentiel qui permet de rendre compte de la capacité des « clusters » à dépasser le stade des externalités passives d'agglomération de leur territoire pour créer des ressources spécifiques. L'efficacité dans l'activation et la combinaison de ressources spécifiques est fortement conditionnée par les formes d'apprentissage et de coordination territoriales entre acteurs individuels, collectifs et publics et par l'expression de leurs capacités d'action collective (Torre, 2000). La construction d'une ressource territorialisée par une action collective locale et les modalités de coordination permettent de mieux appréhender le passage de l'état passif à l'état actif d'un SYAL. La ressource territorialisée peut notamment être la mise en valeur de la qualité des produits en lien avec son origine.

Cette construction collective peut être considérée comme l'effet de l'articulation de la proximité géographique et de la proximité organisationnelle des acteurs (Torre, 2000), qui leur permet de diminuer les coûts de transaction, de s'organiser dans un esprit de « concurrence-coopération », sur la base d'une confiance et d'une identité partagée et de développer des compétences collectives dans un secteur d'activité déterminé : les interactions très fortes entre les acteurs facilitent et induisent l'apprentissage dans les domaines productifs, technologiques et commerciaux. L'identité territoriale n'est donc plus simplement un préalable, elle peut aussi se construire par l'action collective dans le processus de construction du SYAL.

L'activation nécessite au moins deux étapes : la première, que nous pourrions appeler « action collective structurelle » qui représente en fait la création d'un groupe pouvant être une association, une coopérative ou une autre forme d'organisation et la seconde, une « action collective fonctionnelle » qui repose sur la construction d'une ressource territorialisée en relation avec la qualité : marque collective, label, appellation d'origine.

Ainsi l'action collective se définit essentiellement par la création d'un groupe d'usagers d'une ressource, c'est-à-dire la création d'un club (Barillot, 2003) : ce caractère de « bien de club » de la ressource implique l'existence d'un dispositif d'exclusion.

3.2 L'activation des ressources spécifiques par l'action collective : le cas des fromagers de Cajamarca

La recherche de la qualité est l'axe essentiel du développement de l'action collective des fromagers de la ville de Cajamarca. Elle se traduit notamment par la constitution de groupes mettant en place des dispositifs d'exclusion autour des ressources communes.

A Cajamarca tout d'abord, avec l'aide de la Chambre de commerce, certains fromagers ont formé une association ayant deux buts principaux : protéger le renom de leurs produits et ouvrir de nouveaux marchés.

Pour cela ils ont créé une marque collective, le « Poronguito »¹³. L'APDL (*Asociación de Productores de Derivados Lácteos de Cajamarca*) a été formellement constituée en association le 27 septembre 1999 avec 39 membres. Ce processus d'action collective organise l'exclusivité de l'accès aux ressources communes. Ainsi selon l'article 8 des statuts, seuls les producteurs de produits laitiers et les commerçants sont acceptés. Les intermédiaires sont exclus de l'Association et de fait les fromagers informels et les vendeurs de rue. De même les objectifs affirmés marquent la volonté du groupe de se réserver l'accès à certaines ressources :

- La lutte contre la concurrence (concurrence informelle dans la rue, concurrence des fromages adultérés, concurrence étrangère) ;
- La valorisation de la marque collective par le contrôle de son usage;
- L'accès plus facile à des formes de crédit ou diverses aides ;
- Faire de l'association le canal de réception des informations et invitations

Bien que certains membres aient tendance à se comporter comme des passagers clandestins, recherchant avant tout le profit personnel, l'apparition de bénéfices liés à l'action collective conduit à la création de barrières à l'entrée (par exemple par la création d'un droit d'entrée disproportionné). Le groupe passe ainsi du statut de groupe inclusif au statut de groupe exclusif au sens de Olson (1992).

De même, à Chanta, certains producteurs s'organisent également, soit autour d'un fromager dynamique, soit sous l'action des ONG qui cherchent à fomentier la création d'un comité de producteurs de *quesillo* amélioré pour créer une dynamique de production de *quesillo* de qualité. Les deux dynamiques sont en passe de converger ce qui ferait apparaître à Chanta une action collective basée sur la qualité du *quesillo*.

Un processus de création de groupes s'est donc mis en place dans ce système *quesillo-mantecoso* autour de la qualité : d'un côté, l'association APDL avec sa marque collective et ses projets d'Appellation d'Origine et de l'autre une dynamique de production de *quesillo* amélioré pouvant déboucher sur un comité de producteurs. Chaque groupe cherche en fait à créer un bien commun : la réputation d'un *quesillo* amélioré dans un cas et l'image du *mantecoso* de Cajamarca d'excellente qualité dans l'autre. Ils doivent donc s'organiser autour du produit, se mettre d'accord sur la qualité, les règles de fonctionnement, la coordination, les contrôles, etc... les dispositifs d'exclusion autour de ces ressources. Ces deux dynamiques commencent à converger : depuis deux ans environ et à l'initiative des différentes ONG de la région apportant un soutien aux différents acteurs du secteur laitier, une dynamique de concertation s'est progressivement mise en place, grâce notamment à une série d'ateliers participatifs. Les acteurs ont alors pris conscience qu'ils n'étaient pas concurrents mais complémentaires sur la filière. C'est ainsi qu'à la fin 2002, a été mise en place la CODELAC (coordinadora de los derivados lácteos de Cajamarca), structure verticale de coordination entre tous les acteurs, y compris les ONG, les institutions publiques et les services, actuellement coordonnée par l'ONG ITDG. La CODELAC s'est rapidement constitué comme un espace d'échanges et de concertation. Par exemple les producteurs de *quesillo* et ceux de *mantecoso* ont commencé à discuter du problème de la qualité ; les différentes ONG ont commencé à échanger sur leurs différents projets et à présenter des projets communs aux bailleurs de fonds.

13 Symbolisé par un bidon de lait avec une étiquette APDL

A Bambamarca on a vu aussi se constituer une association de producteurs de queso fresco, dont la principale caractéristique est d'être une émanation des rondas campesinas de la région. Cette association gère en particulier un entrepôt dans le faubourg de Zarumilla de la ville de Lima où elle commercialise un produit bas de gamme souvent adulteré pour la clientèle des quartiers pauvres de Lima. Les fromagers les plus entreprenants de la région, sans être exclu du groupe, semblent adopter des stratégies indépendantes vis-à-vis de ce groupe, qui se révèle incapable de dégager des profits suffisants sur la base de son action collective. Le caractère très contraignant du capital social qui lie les différents acteurs, leur lien avec le système des « rondas campesinas », qui préexiste à l'activité et ne lui est pas lié peut être une des raisons de cette inefficacité relative de l'action collective, la faiblesse des indicateurs de dotation, notamment en matière d'infrastructure et d'information, à Bambamarca comparé à Cajamarca est une seconde raison.

Ces exemples montrent que l'action collective conduit au renforcement des « capacités » des acteurs que ce soit en termes d'accessibilité ou par rapport à leur projet de vie si nous reprenons la distinction introduite dans la grille de pauvreté de Dubois, Mahieu et Poussard (2001). L'accessibilité concerne notamment l'accès à de nouveaux services (tels que la formation dans le cadre des associations, ou l'information sur le marché) et l'augmentation des dotations des acteurs à différents niveaux, celui du savoir-faire et du capital humain dans la mesure où elle débouche sur des innovations, celui du capital social dans la mesure où le processus renforce et développe les relations entre acteurs. Elle permet aussi la formulation et la réalisation de projets, notamment au plan de la mise en marché où de la création de signes de qualité.

Il y a donc une relation entre le développement de la capacité d'action collective au sein de ces systèmes et le développement des « capacités » des acteurs qui les composent. Toutefois la dynamique de constitution de ces capacités d'action collective, notamment la construction de dispositifs d'exclusion et l'accès différencié aux dotations risque de conduire alors à un processus de renforcement des disparités de « capacités » entre les acteurs, comme le montre la comparaison entre l'évolution de la « configuration » de Cajamarca et de celle de Bambamarca.

On peut tirer de cette analyse deux indications concernant la construction d'indicateurs de « capacités » :

- D'une part il est nécessaire d'intégrer les capacités d'action collective bâties autour de ressources communes gérées par des groupes à l'évaluation des « capacités » des personnes. Cela peut se faire notamment lors de la détermination d'indicateurs du capital social, en cherchant à isoler le capital social né de l'action collective, cela peut se faire également par la construction de droits d'accès à des ressources communes exclusives dans la mesure où cette exclusivité est un garant de l'efficacité de l'usage de la ressource.
- D'autre part il faut pouvoir construire un indicateur de la disparité des « capacités » liées à l'action collective entre groupes, au moins au niveau local. Cela fait apparaître toute l'ambiguïté de l'exclusivité par rapport à l'action collective : elle est une des conditions de l'efficacité mais elle peut avoir des effets négatifs sur les « capacités » d'autres groupes.

Conclusion

De Janvry, Araujo et Sadoulet (2002) ont proposé une approche en trois phases de la réduction de la pauvreté qui tient compte d'une approche multidimensionnelle du phénomène :

1^{ère} dimension : investir dans les conditions préalables : éducation, santé, nutrition, infrastructures et mécanismes de planification familiale

2^{ème} dimension : favoriser la croissance au niveau régional pour générer des opportunités de revenus au niveau local, de manière décentralisée

3^{ème} dimension : promouvoir le développement rural par l'insertion économique des pauvres aux opportunités locales.

Si on reprend cette typologie on peut considérer que la promotion des AIR/ SYAL se rattache à la 2^{ème} dimension de la stratégie de réduction de la pauvreté rurale qui met notamment l'accent sur le rôle de la proximité à un centre urbain, du contexte géographique, des connexions (infrastructures, routes, temps de transport), et des capacités propres à chaque région.

Il convient d'intégrer une approche collective des capacités en les définissant par rapport à des groupes. L'articulation avec la théorie des clubs et de l'action collective est alors nécessaire. Les dispositifs d'exclusion peuvent avoir un effet négatif sur les « capacités » des exclus mais ceux-ci peuvent être réduits en augmentant la taille et l'envergure des groupes concernés (comme dans l'exemple de la CODELAC). C'est l'articulation de cette 2^{ème} dimension et des dimensions 1 et 3 qui peut permettre de réduire les effets défavorables sur les « capacités » de ces capacités d'action collective

Bibliographie

AKERLOF G. (1970) «The market for «Lemons»: quality uncertainty and the market mechanism», *The Quarterly Journal of Economics* Vol. 84, USA, pp. 488-500.

ALTENBURG T., MEYER-STAMER J. (1999) «How to Promote Clusters: Policy Experiences from Latin America», *World Development* Vol. 27 No. 9. The American University, Washington, USA, pp. 1693-1713.

BARILLOT S. (2003) *La théorie des clubs : une redéfinition du principe coopératif*, thèse de doctorat en Economie, Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines, juillet 2003.

BOUCHER F. (1989) «La Agroindustria Rural, su papel y sus perspectivas en las economías campesinas», *Cuadernos de agroindustria rural*. Doc. Esp. 1. RETADAR-CELATER-IICA, 60p.

BOUCHER F. (1991) «Tecnología Alimentaria y Agroindustria Rural», *Cuadernos de agroindustria rural*, Doc. Esp. 5. RETADAR-CELATER-IICA. Cali, 106 p.

BOUCHER F., RIVEROS H. (1995) «La Agroindustria Rural de América Latina y el Caribe», Tomo I: Su entorno, marco conceptual e impacto. *Serie de estudios de agroindustria rural*. PRODAR-IICA. San José, Costa Rica. 159p.

BOUCHER F., RIVEROS H. (2000) «Agroindustria y agroindustria rural: elementos conceptuales y de reflexión», *Serie Documentos de Trabajo PRODAR* No. 12. Lima, Perú, 45p.

- BOUCHER F., GUEGAN M. (2002) «Les fromageries rurales au Pérou», Série Systèmes agroalimentaires localisés et construction de territoires, CIRAD-TERA. Montpellier, France.
- BOUCHER F., REQUIER-DESJARDINS D. (2002) «La concentration des fromageries rurales de Cajamarca : enjeux et difficultés d' une stratégie collective d'activation liée à la qualité», Actes du *Colloque SYAL 2002 Les systèmes agroalimentaires localisés : produits, entreprises et dynamiques locales*, Agropolis, Montpellier, 16-18 octobre 2002.
- CASCANTE SANCHEZ M. (2000) *Entwicklungsmöglichkeiten und Perspektiven der ländlichen Agrarindustrie*, Thèse de doctorat en Sociologie, Techtung Verlag. Marburg Lahn.
- CEPAL (2002) *Panorama Social de América Latina 2001-2002*, Santiago de Chile, 280p.
- CERDAN C., SAUTIER D. (1998) «Systèmes localisés de production de fromage au Nord-Est du Brésil : le cas de Gloria (Sergipe) », Communication présentée à l'atelier *Réseaux locaux d'entreprises agroalimentaires : règles d'action et critères d'évaluation dans les dynamiques territoriales*, INRA/SAD, CIRAD/TERA, octobre 1998.
- COLEMAN J. (1990) «Social Capital in the Creation of Human Capital», *American Journal of Sociology*, pp. 97-120.
- COLLETIS G., PECQUEUR B. (1993) «Intégration des espaces et quasi intégration des firmes: vers de nouvelles rencontres productives? », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* No 3, France, 19p.
- DE JANVRY A., ARAUJO C., SADOULET E. (2002) «El desarrollo rural con una visión territorial», Universidad de California en Berkeley, 12p., <http://www.amer.unam.mx/docs/Janvry.pdf>
- DEL POZO M. (2002) *La producción y comercio de quesos en Bambamarca con el enfoque de sistemas agroalimentarios localizados (SIAL)*, Tesis para la obtención del título de licenciatura en ciencias económicas de la Universidad Ricardo Palma, Lima, Pérou.
- DIRVEN M. (ED.) (2001) *Apertura económica y (des)encadenamientos productivos, reflexiones sobre el complejo lácteo en América Latina*, Santiago du Chili, CEPAL, Nations Unis, Chili. 396p.
- DUBOIS J-L., MAHIEU F-R., POUSSARD A. (2001) «La durabilité sociale comme composante d'un développement humain durable», *Le développement humain : Cahiers du Gratice*, Université de Paris XII Val de Marne.
- GEREFFI G. (1999) «A Commodity Chains Framework for Analysing Global Industries», mimeo, Duke University, August 1999, www.ids.ac.uk/ids/global/gereffi.pdf
- GOTTRET M.V., HENRY G., DUFOUR D. (1997) «Etude d'adoption de technologie et l'impact sur la région d'un projet de recherche et de développement sur la transformation du manioc en amidon aigre dans le nord du département du Cauca, Colombie», *Les Cahiers de la Recherche Développement*, 44.
- GREZES J.P. (2000) *La production fromagère à Cajamarca (Pérou) : un exemple de Syal*, Mémoire du diplôme d'ITA des régions chaudes, Montpellier, CNEARC, France. 111p.
- GUEGAN M. (2001) *Diagnostic agro-pastoral orienté vers la valorisation des produits laitiers. Zone de Chanta et Yanacancha, Nord Pérou*, Mémoire en vue de l'obtention du Diplôme d'Agronomie Tropicale. CNEARC, Montpellier, France. 119 p. + annexes

- HERVET H. (1999) *Identification et délimitation des systèmes agro-alimentaires localisés du secteur laitier de Cajamarca*, DESS Économie Rurale et Gestion des Entreprises Agro-alimentaires, Université de Montpellier. France.
- LACROIX A., MOLLARD A., PECQUEUR B. (1998) «A meeting between quality and territorialism», paper presented at the 2nd ESEE conference *Ecological Economics and Development*, Geneva, March 1998.
- LUNDY M., BOUCHER F., ET AL. (2000) Informe Primer taller SIAL Cajamarca. Mercado de Chanta, *Serie de trabajo SIAL*, PRODAR, Lima, Pérou.
- MARINOZZI G. (2000) *Stratégies collectives et dispositifs de commercialisation: l'essor de la fruiticulture irriguée à Juazeiro Petrolina (Nordeste du Brésil)*, Thèse en économie agricole, INP Toulouse. France. 290p.
- MCCORMICK D. (1999) «African Enterprise Clusters and Industrialization: Theory and Reality», *World Development* Vol. 27 No. 9, Londres, Angleterre, pp. 1531-1551.
- MUCHNICK J., SAUTIER D. (1998) Systèmes agro-alimentaires localisés et construction de territoires. Proposition d'action thématique programmée. CIRAD. Paris, France. 46p.
- NADVI K., SCHMITZ H. (EdS) (1999) «Industrial Clusters in Developing Countries», *World Development* Vol. 27 No. 9, The American University, Washington, USA. pp. 1503-1734.
- NADVI K., SCHMITZ H. (1994) «Industrial Clusters in Less Developed Countries: Review of Experiences and Research Agenda», *Discussion paper n° 339*, Institute of Development Studies. Angleterre. 101p.
- OLSON M. (1992) *La lógica de la Acción Colectiva. Bienes Públicos y la Teoría de Grupos*. Limusa, Grupo Noriega Editores. México. 199p.
- PECQUEUR B. (1992) «Du territoire à la territorialité», communication au séminaire de Grenoble "Industrie et territoire", IREP/D, 1992.
- PNUD (1996) *Rapport mondial sur le développement humain 1996*, Económica, Paris, 251 pages.
- PNUD (2002) *Informe sobre el desarrollo humano, Perú 2002, Aprovechando las potencialidades*. PNUD, oficina del Perú, Lima
- PORTER M. (1998) «Clusters and the new economics of competition», *Harvard Business Review*, USA. Nov-Dec 1998. pp. 77-90.
- RAMOS J. (2001) «Complejos productivos en torno a los recursos naturales: una estrategia prometedora ?», in DIRVEN M. (ED.), (2001) *Apertura económica y (des)encadenamientos productivos, reflexiones sobre el complejo lácteo en América Latina*. Santiago du Chili, CEPAL, Nations Unis, Chili. pp. 29-60.
- REARDON T., BERDEGUÉ J. (2002) «The rapider rise of supermarkets in Latin America: challenges and opportunities for development», *Development Policy Review*, 20 (4), pp. 371-388.
- REQUIER-DESJARDINS D. (1999) Agro-industria rural y sistemas agroalimentarios localizados: Cuales puestas. In *www.prodar.org – X Aniversario*. PRODAR. 17p.
- REQUIER-DESJARDINS D., BOUCHER F., CERDAN C. (2003) «Globalization and the evolution of production systems: Rural Food-Processing and Localised Agri-Food Systems in Latin-American Countries», in *Entrepreneurship and Regional Development*, feb.2003, UK.

- RODRIGUEZ G., RANGEL C., ROA Z. (1997) «La production de panela dans la vallée du Rio Suárez en Colombie», in Muchnik J., Lopez E. *Petites entreprises et grands enjeux*, L'Harmattan, Paris.
- SCHMITZ H. (1997) «Collective efficiency and increasing returns», Discussion paper n° 50, Institute of Development Studies. Angleterre. 28p.
- SCHMITZ H. (1999) «Global Competition and Local Cooperation: Success and Failure in the Sinos Valley, Brazil», *World Development* Vol. 27 No. 9. The American University, Washington, USA. pp. 1627-1650.
- SCHMITZ H. (1999) Responding to global pressure: The role of private partnership and public agencies in the Sinos Valley, Brazil. Paper for Conference of the Inter-American Development Bank «Building a Modern and Effective Business Development Services Industry in Latin America and the Caribbean». Rio de Janeiro. Institute of Development Studies. Angleterre. 12p.
- SEIFERT R. (1990) *Vía campesina y cuenca lechera*. CONCYTEC, CAPLECA, Lima, Pérou 352p.
- SEN A. (1992) *Inequality reexamined*, Russell Sage Foundation, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, USA.
- SEN A. (1999) *Development as freedom*, Oxford Press University.
- SEN A. (2000) *Repenser l'inégalité*, Collection l'histoire immédiate, Seuil, Paris, 286p.
- STIGLITZ J. (1998) «La información imperfecta en el mercado de productos», in *Microeconomía* (segunda edición inglesa). Editorial Ariel, S.A., Barcelona, Espagne, pp. 439-459.
- THEETEN L. (2001) *Étude de la commercialisation des produits laitiers de Cajamarca sur la côte proche (Chiclayo et Trujillo)*, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'Ingénieur en Agronomie Tropicale. Cnearc, Montpellier, France. 112 p. + annexes
- TORRE A. (2000) «Economie de la proximité et activités agricoles et agroalimentaires. Eléments d'un programme de recherche», *Revue d'Economie d'un Régionale et Urbaine*, N° 3, pp. 407- 426